



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

CONCESSION






Objet de la consultation

**Mise à Disposition d'un Stock D'attelles Pour les Patients
Ambulants des Urgences NORD, SUD, HCE, VOIRON**

N° du CCAP : 2025C007_008

Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné concerné(s) par le présent contrat :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☐ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☐ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

L'ESSENTIEL DU CONTRAT		
	Objet	Mise à disposition d'un stock d'attelles pour les patients ambulants des urgences NORD, SUD, HCE, VOIRON
	Type de contrat	Concession
	Nombre de lots	2
	Responsabilité	Concessionnaire
	Durée / Délai	5 ans
€	Prix	Recette

Préambule	4
Article 1 – Dispositions générales du contrat.....	4
Article 2 – Modalités d'exécution et Pièces contractuelles	5
Article 3 – Durée et délai d'exécution	6
Article 4 - Responsabilité de l'exploitant.....	6
Article 5 - Non cessibilité – Co-concession- Prestations confiées aux tiers.....	7
Article 6 - Dispositions financières.....	7
Article 7 - Manquements graves et Pénalités.....	8
Article 8 - Résiliation du contrat.....	9
Article 9 – Règlement des litiges et langues.....	9
Article 10 – Confidentialité.....	10
Article 11 - Protection des données personnelles.....	10
Article 12 - Signature.....	11

Préambule

Avec plus de 2 100 lits et places, le CHU Grenoble Alpes est le 12^{ème} hôpital de France le plus important. Il emploie plus de 11 500 professionnels dont 1 700 médecins. Il dispose d'un plateau technique performant et dispense des soins hautement spécialisés. Ces données ont été augmentées avec la fusion au 1^{er} janvier 2020 du CHU Grenoble-Alpes et du Centre Hospitalier de Voiron, désormais nommé Hôpital de Voiron.

Les urgences du CHU Grenoble-Alpes sont réparties sur quatre sites qui couvrent une large partie du territoire de la métropole grenobloise et du bassin voironnais.

Article 1 – OBJET DE LA CONCESSION

1.1 – Objet du contrat

L'autorité concédante (CHUGA) souhaite passer un contrat de concession concernant la Mise à disposition d'un stock d'attelles pour les patients ambulants des urgences NORD, SUD, HCE, VOIRON.

Lieux d'exécution :

- Site de Grenoble :
 - Urgences du CHU Grenoble-Alpes, site Sud, Avenue de Kimberly – 38130 Echirolles ;
 - Urgences pédiatriques du CHU Grenoble-Alpes, site Nord, Hôpital Couple-Enfant, Quai Yermoloff – 38700 La Tronche ;
 - Urgences adultes du CHU Grenoble-Alpes, site Nord, Hôpital Michalon, Boulevard de la Chantourne - 38700 La Tronche.
- Site de Voiron :
 - Urgences adultes du CHU Grenoble Alpes, Hôpital de Voiron, 34 Avenue Jacques Chirac – 38500 Voiron.

1.2 – Forme du contrat

Il s'agit d'une concession de service annuel de 40 000 € HT. En application des articles L.1121-1 et L.3132-1 du code de la commande publique, le présent contrat de concession vaut autorisation d'occupation du domaine public pendant toute sa durée d'exécution.

1.3 – Décomposition du contrat

Le contrat est divisé en 2 lots.

N° Lot	Intitulé du lot	Montant estimé du lot € HT/an
1	Site Nord, HCE et SUD	18 000€ HT (%CA)
2	Site Voiron	19 000€ HT (% CA)

Article 2 – Modalités d'exécution et Pièces contractuelles

2.1- Modalités d'exécution des prestations et niveau de service attendu

Le Concessionnaire s'engage à assurer, pour les patients ambulants et titulaires, soit d'une carte vitale, soit d'une attestation de sécurité sociale qui désirent être appareillés au sein des services d'urgences, la mise à disposition continue de matériels d'appareillage listés ci-après :

- Canes anglaises ;
- Attelles de genoux ;
- chevillères ;
- Bottes de marche ;
- Colliers cervicaux ;
- Attelles de coude au corps ;
- Attelles zimmers ;
- Attelles de poignet.

Le Concessionnaire en assure la gestion, la livraison et l'approvisionnement régulier sans que les services logistiques du CHUGA et de VOIRON soient mis à contribution.

Il doit avoir une disposition permanente du petit matériel médical 7/7 jours y compris les jours fériés pendant les périodes d'activités fortes ou basses des services aux urgences. Ces périodes seront transmises à titre informatifs et prévisionnels aux candidats.

Conformément aux articles L.3131-5, R.3131-2 et suivants du Code de la Commande publique, le Concessionnaire produit chaque année un rapport retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

Pour les Urgences de l'Hôpital de Voiron, le Concessionnaire mettra à disposition du CHUGA, à titre gratuit, deux armoires sécurisées pour stocker ce matériel d'appareillage. L'une sera localisée dans le service des urgences, l'autre dans le service de consultations de chirurgie. Les armoires restent la propriété du Concessionnaire qui pourra les récupérer au terme de la présente concession de services. Le Concessionnaire, avant la mise en place des prestations, pourra se rendre sur place pour rencontrer les services et connaître la disposition des lieux afin de choisir des armoires comportant des dispositions adéquates. Les armoires devront restée vierge de toute forme de publicité.

Pour les Urgences des sites Nord (dont HCE) et Sud, des armoires sont déjà en place et mises à la disposition du prestataire. Ces armoires sont la propriété du CHU Grenoble-Alpes et resteront la propriété du CHUGA au terme de la concession.

Les agents du Concédant transmettront au moyen d'une pochette située dans l'armoire, la prescription médicale et la fiche d'appareillage renseignée et signée par le patient.

Ce service est assuré à titre gratuit pour le Concédant. Le Concessionnaire assure la partie administrative : facturation, transmission et recouvrement.

Le Concessionnaire saura proposer des modèles alternatifs, si les produits mis à disposition ne conviennent pas aux prescripteurs, voire des produits complémentaires.

Aussi, Le prestataire réalisera la formation et l'information du personnel du CHUGA concernant les poses de petits matériels médicaux type attelles et s'engage à la dispenser sans surcoût, celui-ci étant inclus dans la redevance.

Ces formations devront être mises en place en début du marché et renouvelées, à minima une fois par semestre, si besoin du CHUGA et de VOIRON.

2.2- Documents

La présente concession de services est constituée par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, dont les exemplaires conservés dans les archives du Concédant font seule foi :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- Le DQE_TARIFS ;
- La Grille_réponse_technique
- La Grille de Développement durable ;

Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords-internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018 ;

Etant donné le caractère de domaine public des lieux, les lois et réglementations spéciales sont inapplicables en l'espèce.

Article 3 – Durée et délai d'exécution

3.1 – Durée de la concession

Le contrat est conclu pour une période ferme de 5 ans à compter de la notification.

Article 4 – Responsabilité de l'exploitant

Le Concessionnaire reconnaît que l'exploitation du service objet de la présente concession sera à ses frais, risques et périls.

Le Concessionnaire n'est pas autorisé à effectuer des sous-locations, ni à céder son autorisation d'occupation du domaine public.

Il sera, en particulier, seul responsable de la gestion financière, notamment vis-à-vis des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, des impôts.

Le Concessionnaire assume soit pour lui-même soit pour ses agents de vente, la responsabilité pleine et entière de toute contravention ou infraction aux règlements en vigueur auquel il est soumis de par son activité.

Le Concessionnaire devra avoir souscrit une assurance couvrant tous les risques liés à son activité à l'intérieur des locaux du Concédant.

En aucun cas la responsabilité du Concédant ne saurait être engagée, quelle que soit la cause du dommage. En particulier, le CHU Grenoble-Alpes et le CHU de Voiron ne sauraient être tenus responsables de la « perte » ou « disparition » de matériel.

Article 5 – Non cessibilité – Co-concession – Prestations Confiées aux tiers

Le concessionnaire gère personnellement les équipements mis à sa disposition ainsi que le service auquel ils servent de support.

Il est l'interlocuteur unique de l'autorité concédante, y compris pour les missions qui seraient subdéléguées à un tiers, avec l'accord préalable écrit de l'autorité concédante, conformément aux articles R.3134-1 à R. 3134-3 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le concessionnaire ne peut subdéléguer l'intégralité de sa mission.

A cet égard, la demande d'autorisation émanant du concessionnaire doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir le projet de contrat de sous-concession et ses éventuelles annexes faisant clairement ressortir :

- La mission que le concessionnaire envisage de subdéléguer ;
- Les modalités détaillées de rémunération du sous-concessionnaire ;
- Toutes les obligations de service et autres imposées par le présent contrat ;
- Un contrôle identique à celui du concessionnaire imposé au sous-concessionnaire selon les modalités prévues dans le présent contrat.

Le dossier de demande d'autorisation doit permettre à l'autorité concédante d'apprécier si le candidat à la sous-concession présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la mission qu'il est envisagé de lui subdéléguer, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers devant le service public. Les renseignements à fournir seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des opérateurs économiques à la présente concession de service au stade de l'appel à candidature.

L'autorité concédante disposera, pour se prononcer, d'un délai de quatre (4) mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de sous-concession. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus, le contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

Si la sous-concession est acceptée, tous les éléments d'information et documents communiqués par le sous-concessionnaire au titre de son contrôle, devront être produits par le concessionnaire dans son rapport annuel d'activité en consacrant un chapitre particulier à la mission subdélégée.

Article 6 – Dispositions Financières

6.1- Rémunération du Concessionnaire

La rémunération du Concessionnaire est constituée par l'ensemble des recettes que procure l'implantation du stock d'attelles au sein des services d'urgences de CHU Grenoble-Alpes et de l'hôpital de Voiron.

6.2- Politique tarifaire

Les tarifs pratiqués pour la prestation seront au maximum égaux aux tarifs LPPR au moment de la facturation. Les tarifs pourront évoluer au cours de l'exécution de la concession de services conformément à l'évolution des tarifs LPPR.

Le Concessionnaire s'engage à informer le Concédant lors de l'éventuelle modification des tarifs appliqués.

6.3- Redevance

Le prestataire s'engage à verser une redevance correspondant à l'occupation du domaine public de CHU Grenoble-Alpes et de l'hôpital de Voiron, et notamment la mise en place de la zone de stockage des attelles.

La redevance ne comporte qu'une part variable dont le montant sera calculé à partir du pourcentage indiqué dans l'annexe financière appliqué au chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de cette concession. Le Concessionnaire tiendra le compte des prestations et les produira au CHUGA chaque trimestre sous forme de rapport d'activité. A défaut, il encourt les pénalités prévues à l'article VII du présent cahier des charges.

6.4- Déclaration et versement de la redevance

La redevance est calculée et versée à la fin de chaque trimestre.

En cas de retard de plus de 30 jours et 15 jours après un 1^{er} rappel resté sans effet, la redevance sera majorée de 10%.

L'autorité concédante pourra recouvrer par tout moyen de droit les sommes qui lui sont dues. Un retard de paiement de plus de trois mois entraînera automatiquement la résiliation du contrat.

En aucun cas, le Concessionnaire ne pourra se prévaloir d'une perte d'activité pour l'exonérer du paiement de la redevance au CHUGA. En effet, le prestataire assure le risque d'exploitation de son activité.

Le Concessionnaire s'engage à justifier au Concédant le montant du chiffre d'affaires par la communication, à tout moment, de sa comptabilité à la demande de toute personne désignée par celui-ci.

Le Concessionnaire supportera tous les impôts, taxes et cotisations sociales actuels et futurs dont il sera redevable au titre de son activité.

Article 7 – Pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Cependant, elles sont plafonnées à 10% du montant du contrat sur lequel elles doivent s'appliquer. Les pénalités pourront être cumulées et facturées en fin d'année. Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques du titulaire, ce dernier devant supporter l'intégralité du surcoût.

7.1 – Pénalités de retard

Les dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS s'appliquent en l'espèce.

7.2 – Pénalités en cas de manquement grave

En cas de manquement grave du Concessionnaire à ses obligations et notamment (liste non exhaustive) :

- Non-respect des règles d'hygiène et des règles de sécurité incendie ;
- Sous-location des armoires ou des emplacements ;
- Défaut d'assurance ;
- Non-paiement des redevances prévues par la présente concession ;

- Modification des prestations ou tarifs sans accord du Concédant ;
- Non-transmission du rapport d'activité trimestriel ;
- Non-transmission du rapport d'annuel mentionné à l'article I.

L'autorité concédante après avoir constaté des manquements graves, en informe le Concessionnaire par tout moyen (mail, etc.), valant mise en demeure.

Dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de ladite lettre ou du mail, le Concessionnaire est tenu de :

- Soit remédier au manquement ;
- Soit informer le Concédant des dispositions prévues et des délais de réalisation éventuellement imposés.

Si passé ce délai, le Concédant n'a reçu aucune réponse de la part du Concessionnaire, un délai court, et entraîne le paiement d'une pénalité journalière égale à 150 € par cas constaté.

De plus, si dans le délai d'un mois après la réception de cette lettre, le Concessionnaire ne s'est toujours pas manifesté, soit en remédiant, soit en indiquant les modalités de solution mises en place, le CHUGA pourra notifier la résiliation, sans indemnité.

Article 8– Résiliation du contrat

Le contrat pourra être résilié avant son expiration après notification par lettre recommandée avec accusé de réception électronique dans les cas suivants :

- **Pour faute ou manquements graves ou manquements répétés aux obligations du Concessionnaires visés aux articles 5 et 6** : infraction ou inexécution grave ou répétée des clauses et conditions du contrat, retard de plus de trois mois dans le paiement d'une redevance.

- **En cas d'exploitation insuffisante**, l'établissement support comme le Concessionnaire pourront décider de mettre fin à la concession de services d'un commun accord sans versement d'indemnité réciproque, après un préavis de 6 mois.
- **Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général** : L'établissement support pourra à tout moment résilier la concession de services dans l'intérêt du service public hospitalier et ce en l'absence de toute faute ou manquement du Concessionnaire, moyennant l'observation d'un préavis de 3 mois signifié par lettre recommandée avec accusé de réception électronique. Cette décision n'ouvre aucun droit à indemnisation pour le Concessionnaire étant donné que celui-ci n'a réalisé aucun investissement.

Article 9 – Règlement des litiges et langues

Toute contestation éventuelle résultant de la mise en oeuvre des dispositions de la présente concession de services est réputée relever de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Grenoble à défaut d'arbitrage résultant d'un expert choisi par voie amiable entre les parties.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 10 – Confidentialité

Le concessionnaire et son personnel, ainsi que ses collaborateurs, s'engagent à garder strictement confidentielles les informations, données et documents de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre de la présente concession de services.

Le concessionnaire s'engage également à garder strictement confidentielles toutes les informations relatives aux patients et aux agents du concédant dont il pourrait avoir connaissance lors des différentes interventions qu'il effectuera ou qu'il sous traitera sur le ou les site(s) du CHUGA.

Le concessionnaire s'engage à veiller au respect, par son personnel et le cas échéant par les tiers qui se sont vus confiés une part des prestations, de cet engagement de confidentialité.

Article 11 – Protection des données Personnelles

En cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

A cet effet, le titulaire met en oeuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;
- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référént à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse protection-donnees@chu-grenoble.fr, dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

Article 12– Signature

1 - Identification du concédant

Nom de l'organisme : Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :
Madame la Directrice Générale

Ordonnateur : Madame la Directrice Générale

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier Principal du CHU Grenoble Alpes

2 - Identification du contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent cahier des charges ;

☐ Le signataire,

M

Agissant en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale

.....

Adresse

.....

Adresse électronique

Numéro de téléphone Télécopie

Numéro de SIRET Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ Engage la société Sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale

.....

Adresse

.....

Adresse électronique

Numéro de téléphone Télécopie

Numéro de SIRET Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

3 – Signature

ENGAGEMENT DU CONCESSIONNAIRE

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de la concession de services à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.3123-1 et suivants du Code de la commande publique.

☐ Signature électronique

☐ Signature manuscrite.

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement*

*prière d'indiquer l'identification de l'entreprise et le nom du signataire

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR L'AUTORITE CONCEDANTE

**N.B. : en cas de signature électronique par l'autorité concédante, il est possible qu'aucune mention n'apparaîtra dans l'espace ci-dessus ; la signature sera contenue dans un fichier crypté.

Elle est complétée par les annexes suivantes :

- ☐ Annexe relative à la présentation d'un sous-cotraitant (ou DC4) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;
- ☐ Autres annexes (A préciser) : ...
- ☐ Les annexes au présent cahier des charges transmises lors de la consultation : ...

La présente offre est acceptée

A La Tronche,

Le

Signature du représentant de l'autorité concédante **